

JOURNAL OFFICIEL  
DE LA  
REPUBLIQUE ISLAMIQUE  
DE  
MAURITANIE



**BIMENSUEL**  
Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois

30 Août 1997

39<sup>ème</sup> année

N° 909

**SOMMAIRE**

**I - LOIS ET ORDONNANCES**

16 Juillet 1997

Loi n° 97-020 portant statut des experts judiciaires 372

**II - DECRETS, ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**

**Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération**

Actes Réglementaires  
09 Août 1997

Décret n° 115-97 portant ratification de l'accord de crédit  
signé le 24 Juin 1997 à Washington entre le Gouvernement de  
la République Islamique de Mauritanie et l'Association  
Internationale de Développement relatif au financement du  
Projet de Gestion des Ressources Naturelles en Zones  
Pluviales . 376

- 10 Août 1997 Décret n° 116-97 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 Mai 1997 à Abu Dhabi entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social relatif au financement du Projet d'Extension de la Centrale Electrique de Nouakchott .376
- 10 Août 1997 Décret n° 117-97 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 Mai 1997 à Abu Dhabi entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social d'un montant de trois millions cinq cent mille ( 3.500.000) DK, relatif au financement du Projet d'Alimentation en Eau Potable des Villes Intérieures 376
- 10 Août 1997 Décret n° 118-97 portant ratification de l'accord d'assistance technique ( prêt et don ) signé le 03 Février 1997 à Djeddah entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement relatif au financement de l'Etude de Faisabilité Economique et les principes de base pour l'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Nouakchott . 376

#### **Ministère de la Défense Nationale**

##### Actes Divers

- 11 Août 1997 Décret N° 119 97 portant promotion aux grades de colonel commandant et Lieutenant à titre définitif, de personnel officier de la Gendarmerie Nationale.. 377
- 11 Août 1997 Décret n° 120 - 97 portant acceptation de démission d'un officier d'activité de l'Armée Nationale. 377
- 11 Août 1997 Décret n° 121 97 portant nomination d'un élève - officier au grade de médecin - capitaine de l'Armée Nationale. 377

#### **Ministère de la Justice**

##### Actes Divers

- 05 Août 1997 Décision Additive n° 0476 complétant la décision n° 321 du 20 Mai 1997 portant nomination des Mouslihs des Tribunaux des Moughataas pour l'année 1997. 377

#### **Ministère de l'Intérieur , des Postes et Télécommunications**

##### Actes Divers

- 11 Août 1997 Décret n° 122-97 portant nomination de Onze officiers de la Garde Nationale . 377

#### **Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime**

##### Actes Divers

- 12 Août 1997 Décret n° 97-074 portant nomination d'un Délégué au Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime . 378

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement****Actes Réglementaires**

04 Août 1997

Arrêté n° 0383 portant Création d'un Comité de Pilotage pour le Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire ( PSSA ) 378

**Actes Divers**

09 Août 1997

Arrêté n° 0386 portant Agrément d'une coopérative maraîchère Wuro Dialaw dénommée : Leydi dialaw/Bababé /Brakna . 378

**Ministère de l'Équipement et du Transport****Actes Divers**

12 Août 1997

Décret n° 97-073 portant nomination du Président et des membres du Conseil d'Administration de la Société Mixte Air - Mauritanie . 379

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports****Actes Divers**

03 Août 1997

Arrêté n° 0305 portant nomination d'un Professeur Stagiaire de l'Enseignement Supérieur . 379

**Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique****Actes Divers**

12 Août 1997

Décret n° 97-075 portant nomination de certains fonctionnaires du Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique . 379

**III- TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****IV - ANNONCES**

## I - LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 97-020 du 16 Juillet 1997 portant statut des experts judiciaires

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### Chapitre I

#### Dispositions générales

ARTICLE PREMIER : L'expert judiciaire est un technicien auquel le juge peut recourir pour l'éclairer sur un ou plusieurs points de fait précis .

Il peut être désigné pour faire un simple constat, donner une consultation ou mener une expertise proprement dite, laquelle suppose toujours une investigation .

ART 2 : Est expert agréé le technicien versé sans les connaissances d'une science , d'un art ou d'un métier qui, en son nom propre et sous sa responsabilité, fait sa profession de l'expertise telle qu'elle est définie à l'article 3 dans l'une des spécialités techniques prévues par décret .

ART 3 : L'expertise consiste pour un technicien , tel qu'il est défini à l'article précédent, à établir des rapports et à donner des avis à la demande de toute personne intéressée dans la question relevant de sa spécialité technique .

ART 4 : Dans l'accomplissement de sa mission, l'expert judiciaire est tenu de respecter toutes les règles visant à garantir la loyauté du procès judiciaire .

Il ne doit, en aucun cas, adopter une attitude incompatible avec son statut de spécialiste neutre .

ART 5 : Tout expert peut être récusé par une partie dans les conditions prévues par les dispositions du code de procédure civile, commerciale et administrative .

Tout manquement par l'expert à ses obligations constitue une faute pouvant, sans préjudice d'autres sanctions , engager sa responsabilité civile .

ART 6 : Tout expert a droit, sur

justification de l'accomplissement de sa mission à une rémunération ainsi qu'au remboursement des débours .

La rémunération de l'expert est fixée par le juge sur la base d'un barème d'honoraires déterminé par décret .

Le barème d'honoraire précise un taux minimal et un taux maximal de vacation horaire qui lient le juge .

ART 7 : Les expertises sont réparties équitablement entre les experts désignés en justice, suivant leur spécialité .

### Chapitre II

#### De la liste nationale des experts agréés

ART 8 : Il est dressé, chaque année par la Cour d'appel de Nouakchott , toutes chambres réunies , une liste nationale sur laquelle sont inscrits les experts agréés tant en matière civile qu'en matière pénale . L'inscription sur cette liste ne vaut que pour une année .

### Section I

#### Condition d'inscription

ART 9 : Nul ne peut figurer sur la liste nationale des experts s'il ne réunit les conditions suivantes :

- 1) - être Mauritanien âgé de trente ans au moins ;
- 2) n'avoir pas commis des faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes moeurs ;
- 3) n'avoir pas commis des faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation , révocation , de retrait d'agrément ou d'autorisation ;
- 4) n'avoir pas été frappé de faillite personnelle;
- 5) exercer ou avoir exercé pendant au moins cinq ans une profession ou une activité en rapport avec sa spécialité ;
- 6) avoir exercé cette profession ou cette activité dans des conditions ayant pu conférer une suffisante qualification ;
- 7) satisfaire aux conditions prévues à l'article 10 ci-dessous .

ART 10 En plus des conditions énumérées



nationale des personnes qui ont des diplômes faisant présumer leur compétence dans les spécialités non visées par le présent article .

Cette inscription ne peut conférer des droits acquis au regard des dispositions réglementaires à venir .

#### Section II

Procédure d'inscription et de réinscription  
ART 11: - La demande d'inscription sur la liste nationale des experts Judiciaires doit être envoyée avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année au procureur général près de la Cour d'appel de Nouakchott.

Cette demande est assortie de toutes précisions utiles et notamment des renseignements suivants :

1°- Indication de la spécialité dans laquelle l'inscription est demandée ;

2°- Indication des titres ou Diplômes à l'article 10 ci-dessus ;

3°- Justification de la qualification et de l'expérience prévues aux articles ci-dessus.

ART 12 - Le procureur général instruit la demande d'inscription et en saisit la cour d'appel.

La cour vérifie que le candidat remplit toutes les conditions requises. Elle se prononce, sur le rapport d'un de ses membres, le procureur général entendu.

La liste nationale des experts établie par la cour est communiquée, par le procureur général près ladite cour au ministre de la Justice qui en assure la publication par arrêté. Cette liste contient les noms, prénoms et adresses des experts, regroupés par spécialité.

#### Section III

##### Recours

ART 13- La non inscription sur la liste nationale d'un candidat peut faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême qui doit statuer, en chambre de conseil, dans un délai de trente jours.

L'inscription sur la liste nationale d'un candidat qui ne remplit pas les conditions requises peut aussi faire l'objet d'un recours devant cette Cour, introduit par le procureur général près de la Cour d'appel ou par tout organisme intéressé.

#### Section IV

##### Réinscription

ART 14- Chaque année, sans que les intéressés s'aient à renouveler leur demande initiale, la cour d'appel examine la situation de chaque Expert précédemment inscrit pour s'assurer qu'il continue à remplir les conditions requises, respecte ses obligations et s'en acquitte avec ponctualité.

ART15- La réinscription sur une liste décidée dans les mêmes conditions et dans les même formes que l'inscription. Le procureur général près de la Cour d'appel donne connaissance de toutes les plaintes formulées, des explications éventuelles des experts concernés ainsi que des observations des autorisés Judiciaires à l'égard de chacun des experts. L'expert qui n'a pas été réinscrit peut solliciter à nouveau son inscription l'année suivante.

ART 16: - Les experts nouvellement inscrits, les personnes dont la candidature n'a pas été retenue, les experts dont l'inscription n'a pas été renouvelée et ceux qui ont fait l'objet d'une décision de retraite provisoire de la liste pour éloignement ou maladies graves, reçoivent notification par écrit des mesures les concernant. La liste nationale est adressée à la Cour suprême, et à toutes les Cours

ART 17: - La réinscription et la non réinscription sur liste nationale peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême dans les conditions prévues à l'article 13 de la présente loi.

#### Chapitre III

##### des obligations des Experts

ART 18°- Lors de leur inscription sur la liste nationale, et avant leur entrée en fonction, les experts prêtent devant la cour d'appel de Nouakchott le serment suivant :  
« Je jure devant Allah le tout puissant d'exercer ma mission avec exactitude et probité et de préserver l'honneur et le secret professionnel».

La réinscription annuelle prévue à l'article 14 ne donne pas lieu à renouvellement de serment.

En cas d'empêchement, le président de la

Cour d'appel peut autoriser l'expert à prêter serment par écrit.

ART 19 - Les experts font connaître tous les ans, avant le 1<sup>er</sup> septembre, au président de la Cour d'appel de Nouakchott, le nombre de rapports qu'ils ont déposés au cours de l'année judiciaire ainsi que, pour chacune des expertises en cour, la date de la décision qui a commis l'expert, la désignation de la juridiction qui a rendu cette décision et le délai imparti pour le dépôt du rapport

ART 20- Le contrôle des experts est exercé par le procureur général près la cour d'appel de Nouakchott qui reçoit les plaintes et fait précéder à tout moment aux enquêtes utiles pour vérifier que l'expert satisfait à ses obligations légales et s'en acquitte avec ponctualité.

S'il lui apparaît qu'il y a des présomptions contre un expert inscrit d'avoir manqué à ses obligations, il fait recueillir ses explications. Le cas échéant, il saisit la Cour d'appel en vue de la radiation de l'expert.

#### Chapitre IV Les radiations

ART 21 La radiation d'un expert inscrit peut être prononcée à tout moment par la cour d'appel sur demande du procureur général près ladite cour et après que l'intéressé ait été appelé à formuler observation :

- en cas d'incapacité légale
- en cas de faute professionnelle grave
- en cas de refus par l'expert, sans motif légitime, de remplir sa mission ou de l'exécuter dans le délais prescrit après mise en demeure..
- Avis de la décision de radiation et donné par le procureur général près de la cour d'appel de Nouakchott au Ministère de la Justice qui en assure la publicité nécessaire.

ART 22: - L'expert qui a été radié ne peut solliciter à nouveau son inscription avant l'expiration d'un délai de cinq ans. La décision de radiation et le refus de radiation sont susceptibles d'un recours devant la

cour suprême dans les conditions prévues à l'article 13 de la présente loi.

#### Chapitre V

##### **L'ordre National des Experts Judiciaires**

ART 23: Il est créé un Ordre national des experts agréés regroupant tous les experts judiciaires inscrits sur la liste nationale dans les conditions fixées par décret.

- L'ordre national des experts agréés est doté de la personnalité morale.

- Les Membres de l'ordre, régulièrement inscrits sur la liste nationale, peuvent seuls, faire usage du titre d'expert agréé.

ART 24: l'ordre a pour objet d'assurer la défense de l'honneur, de l'indépendance et des intérêts moraux et matériels de ses membres. Il établit le code des devoirs professionnels, la réglementation du stage, la réglementation intérieure de l'ordre et propose au Gouvernement un barème des honoraires.

ART 25- L'ordre peut présenter aux pouvoirs publics et aux autorités constituées, toute demande relative à la profession d'expert agréé et être saisi par ces pouvoirs et autorités de toutes questions les concernant.

Il peut contribuer au perfectionnement professionnel de ses membres, ainsi qu'à la préparation des candidats à la profession d'expert agréé.

Il peut s'occuper de toute question d'entraide et de solidarité professionnelle.

#### Chapitre VI

##### **Dispositions Transitoires**

ART 26- Les agréments judiciaires obtenus après le 31 Décembre 1975 sont caducs. Les experts agréés après cette date doivent pour pouvoir être désignés en justice, demander leur inscription sur la liste nationale des experts agréés dans les conditions prévues par la présente loi.

ART 27 - Des décrets pourront compléter, en tant que de besoin, la présente loi.

ART 28 - La présente loi est applicable à toutes les expertises Judiciaires et abroge toutes dispositions législatives ou réglementaires antérieures, contraires.

ART 29 - La présente loi sera publiée au

Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

• Fait à Nouakchott, le 16 Juillet 1997.

Maaouya Ould Sid' Ahmed Taya

Cheikh EL Avia Ould Mohamed Khouna

**II - DECRETS, ARRETES, DECISIONS,  
CIRCULAIRES**

**Ministère des Affaires Etrangères et de  
la Coopération**

Actes Réglementaires

Décret n° 115-97 du 09 Août 1997 portant ratification de l'accord de crédit signé le 24 Juin 1997 à Washington entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement relatif au financement du Projet de Gestion des Ressources Naturelles en Zones Pluviales.

ARTICLE PREMIER : Est ratifié l'accord de crédit signé le 24 Juin 1997 à Washington entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et l'Association Internationale de Développement d'un montant de treize millions deux cent mille ( 13.200.00 ) DTS, relatif au financement du Projet de Gestion des Ressources Naturelles en Zones Pluviales

ART 2 : Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence

Décret n° 116-97 du 10 Août 1997 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 Mai 1997 à Abu Dhabi entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social relatif au financement du Projet d'Extension de la Cité de Nouakchott.

ART 2 : Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence .

Décret n° 117-97 du 10 Août 1997 portant ratification de l'accord de prêt signé le 11 Mai 1997 à Abu Dhabi entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social d'un montant de trois millions cinq cent mille ( 3.500.000 ) DK, relatif au financement du Projet d'Alimentation en Eau Potable des Villes Intérieures

ARTICLE PREMIER : Est ratifié l'accord de prêt signé le 11 Mai 1997 à Abu Dhabi entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social d'un montant de trois millions cinq cent mille ( 3.500.000 ) DK, relatif au financement du Projet d'Alimentation en Eau Potable des Villes Intérieures .

ART 2 : Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence .

Décret n° 118-97 du 10 Août 1997 portant ratification de l'accord d'assistance technique ( prêt et don ) signé le 03 Février 1997 à Djeddah entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement relatif au financement de l'étude de Faisabilité Economique et les principes de base pour l'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Nouakchott .

ARTICLE PREMIER : Est ratifié l'accord d'assistance technique ( prêt et don ) signé le 03 Février 1997 à Djeddah entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement

relatif au financement de l'étude de Faisabilité Economique et les principes de base pour l'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Nouakchott .

ARTICLE PREMIER : Est ratifié l'accord d'assistance technique ( prêt et don ) signé le 03 Février 1997 à Djeddah entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Banque Islamique de Développement

relatif au financement de l'étude de Faisabilité Economique et les principes de base pour l'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Nouakchott .

**Ministère de la Défense**

Actes Divers

Décret N° 119-97 du 11 Août 1997 Portant Promotion aux Grades de Colonel .

Comandant et Lieutenant à Titre définitif de personnel officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER : Les officiers de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivent sont promus aux grades ci - après à titre définitif à compter du 1er Août 1997.

**I. Colonel**

Lieutenant - Colonel Ahmedou Ould Mohamed El Kory MLE G - 83.017

**II - Commandant**

Capitaine Cheikh Diallo Mle G - 91. 110

Capitaine Med Vall Ould Mayif

Mle G - 89. 099

Capitaine Abdellahi Ould Cheikh

Mle G - 90 114

**III - Lieutenant**

Sous - Lieutenant Seyid Ould Sid'Elemine Mle G - 99. 128

Sous - Lieutenant Dey Ould Bamba Ould Yezid Mle G- 101. 133

Sous - Lieutenant Sidi Ould Lehbib Mle G -100. 134

Sous - Lieutenant Sweidatt Ould M'bareck Mle G - 98. 132

Sous - Lieutenant Hanena Ould Seyidina Aly Mle G- 101 121

Art 2 : Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Décret n° 120 - 97 du 11 Août 1997 portant acceptation de démission d'un Officier d'activité de l'armée Nationale.

ARTICLE PREMIER : La démission du Lieutenant Dechagah O. Sid'El Moctar Mle 88 793 est acceptée à compter du 06 Mai 1997.

ART 2 : L'intéressé est rayé des contrôles de l'armée active à compter dudit Jour. Il totalise 06ans, 07 Mois et 05 jours de service Militaire.

ART 3 : Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du

présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décret n° 121- 97 du 11 Août 1997 portant nomination d'un élève - Officier au Grade de médecin - capitaine de l'Armée Nationale.

ARTICLE PREMIER : L'élève - officier Cheikh Ould El Hacem Mle 87 745 est nommé au grade de Médecin - Capitaine à compter du 20 Juin 1996.

ART : 2 Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère de la Justice**

Actes Divers

Décision Additive n° 0476 du 05 Août 1997 complétant la décision n° 321 du 20 Mai 1997 portant nomination des Mouslihs des Tribunaux des Moughataas pour l'année 1997.

ARTICLE PREMIER : Monsieur Ahmedou Ould Khouna est désigné Mouslih de la localité de Emeysia, commune de Boutalhaya, Moughataa de Rkiz et ce à compter du 1er janvier 1997 .

ART 2 : La présente décision sera enregistrée et communiqué partout ou besoin sera .

**Ministère de l'intérieur , des Postes et Télécommunications**

Actes Divers

Décret n° 122-97 portant nomination de Onze ( 11) Officiers de la Garde Nationale .

ARTICLE PREMIER : Sont nommés au grade supérieur à compter du 1er Août-1997 les Officiers dont les noms, grade et matricules figurent ci-après :

**Pour le grade de lieutenant :**

- sous-lieutenant Ahmed Ould Abdellahi Ould Ely Mle 6477

- Sous - Lieutenant Mohamed El Boukhary Ould Bamba Mle 6474
  - Sous - lieutenant Brahim Salem Ould Mohamed Mahmoud Mle 6468
  - Sous-Lieutenant Mohamed Mahmoud Ould Mahmoud El Haiba Mle 6477
  - Sous - lieutenant El Houssein Ould Deh Mle 6469
  - Sous - lieutenant Souedatt Ould Sid'El Moctar Ould Weiss Mle 6475
  - Sous - lieutenant Cheikhna Ould Zeidane Mle 6476
  - Sous - lieutenant Hamoud Ould Baba Mle 6472
  - Sous - lieutenant El Hassen Ould El Alem Mle 6470
  - Sous - lieutenant Mohamed Salem Ould Ahmed Ould Abdy Mle 6493
  - Sous - lieutenant Sidi Mohamed Ould Baba Ahmed Mle 6475
- ART 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel .

#### **Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime**

##### Actes Divers

Décret n° 97-074 du 12 Août 1997 portant nomination d'un Délégué au Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime .

ARTICLE PREMIER : Est nommé délégué à la Surveillance des Pêches et au contrôle en mer: lieutenant-colonel BA PATHE DEMBA

ART 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel .

#### **Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**

##### Actes Réglementaires

Arrêté n° 0383 du 4 Août 1997 portant Création d'un Comité de Pilotage pour le Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire ( PSSA ) .

ARTICLE PREMIER : Il est créé un Comité de Pilotage pour le Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire ( PSSA ) .

ART 2: Le Comité de Pilotage est chargé de la triple mission d'impulsion ,

d'orientation, de coordination et suivi du Programme .

ART 3: Le Comité de Pilotage est présidée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement et comprend :

- Le chargé de Mission
- Le Conseiller Economique du Ministère , chargé de la Planification
- Le Directeur du Développement des Ressources agro - pastorales ( DRAP )
- Le Directeur de la Recherche- Formation -Vulgarisation ( DRFV )
- Le Directeur de l'Environnement et de l'Aménagement Rural ( DEAR );
- Le Directeur Général de la Société Nationale du Développement Rural (Sonader) .
- Le Représentant du Plan ;
- La Fédération des Agriculteurs et Eleveurs de Mauritanie .

ART 4: Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que de besoins sur convocation de son Président .

ART 5: Le Président du Comité adresse au ministre un rapport trimestriel sur l'état d'avancement ou d'exécution des différentes composantes du Programme .

ART 6: Le Comité de pilotage peut créer autant de commissions spéciales que nécessaire et s'adjoindre tout expert dont l'assistance est jugé utile à la réalisation du travail .

ART 7: Le Secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par coordinateur du Projet

ART 8: Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté .

ART 9: Le Secrétaire général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel .

##### Actes Divers

Arrêté n° 0386 du 09 Août 1997 portant Agrément d'une coopérative maraîchère,

dénommée Wuro Dialaw: Leydi dialaw/Bababé /Brakna .

ARTICLE PREMIER : La coopérative maraîchère, dénommée Wuro Dialaw: Leydi dialaw/Bababé /Brakna .est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi 67.171 du 18 Juillet 1967 modifiée et complétée par la loi 93.15 du 21 Janvier 1993 portant statut de la coopération .

ART 2: Le service des organisations socio - professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du greffier du tribunal de la Wilaya du Brakna .

ART 3: Le secrétaire général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel .

### **Ministère de l'Équipement et du Transport**

Actes Divers

Décret n° 97-073 du 12 Août 1997 portant nomination du Président et des membres du Conseil d'Administration de la Société Mixte Air - Mauritanie .

ARTICLE PREMIER : Sont nommés président et membres du conseil d'administration d'Air - Mauritanie pour une durée de 3 (trois ) ans renouvelables .

Président : Cheikhana Ould Sidi Aly

Membres :

Achour Ould Samba Secrétaire Général du Ministère du Plan

Ahmed Salem Ould Tebakh Directeur du Budget et des Comptes

M'Boirick Ould Gharve Directeur de l'Aviation civile

Mohamed Mahmoud Ould Tolba Représentent de la Wilaya de Nouakchott

Ahmed Salem Ould Hacen, Représentant Banque Centrale de Mauritanie

Fadel Aidara Représentant du Personnel

ART 2 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret .

ART 3 : Le Ministre de l'Équipement et des Transports et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel .

### **Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports**

Actes Divers

Arrêté n° 0305 du 03 Août 1997 portant nomination d'un Professeur Stagiaire de l'Enseignement Supérieur .

ARTICLE PREMIER: Monsieur El hacen Ould Mohamed, né en 1966 à Djiguenny, titulaire du diplôme de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en critique littéraire du l'Institut de Recherches et d'Etudes Arabes du Caire/Egypte, et admis au concours de recrutement des Professeurs de l'Enseignement Supérieur organisé le 10/03/97, est à compter du 10/03/97, nommé professeur stagiaire de l'Enseignement Supérieur niveau A2 1er<sup>e</sup> échelon ( indice 1100 ) AC néant,

Durée Stage : Deux ans

ART 2 : Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel .

### **Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique .**

Actes Divers

Décret n° 97-075 du 12 Août 1997 portant nomination de certains fonctionnaires du Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique .

ARTICLE PREMIER : Sont nommés à compter du 26 Février 1997 au Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique .

Direction de l'Orientation Islamique :

Service de la Coordination et de la Coopération chef service , Mohamed Ould Cherif Ahmed Administrateur

Commission Nationale pour l'UNESCO :

Secrétaire Général Adjoint : Mr Souleimane Ould Mohamed Ould Bouna Moctar, Professeur

Etablissement National des Awqaf :

- Directeur Général : Mr Sidi Mohamed Ould Sidi Jaavar, Professeur

- Directeur Général Adjoint : Mr Mohamed El Moustapha Ould Moustapha, précédemment chef service Culture et Social dans cette même institution .  
 ART 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel .

**III- TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

**CONSERVATION DE LOA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

BUREAU d

**AVIS DE BORNAGE**

Le 30 Août 1997 à 10 heures 30 du matin  
 Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Arafat constant en un terrain urbain bâti d'une contenance de zero are vingt six centiares ( 00 a 26ca) , connu sous le nom de lot n 230 îlot A et borné au nord par une rue sans nom, Sud par une rue sans nom, Est par le lot n° 231 et Ouest par le lot n° 228.  
 Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Mohamad Yahya Ould Mohamed Noubi suivant réquisition du 12 11 1996 n 692  
 Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par u mandataire nanti d'un pouvoir régulier .  
 Le Conservateur de la Propriété foncier  
 Diop Abdoul Hamett

**CONSERVATION DE LOA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

BUREAU d

**AVIS DE BORNAGE**

Le 30 Août 1997 à 10 heures 30 du matin  
 Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Arafat constant en un terrain urbain bâti d'une contenance de deux are dix centiares ( 02 a 10ca) , connu sous le nom de lot n° 358 îlot F et borné au nord par une rue sans nom, Sud par une rue sans nom, Est par le lot n° 361 et Ouest par une rue sans nom  
 Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Kader Ould Mohamed Vall suivant réquisition du 08 01 1997 n° 723  
 Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par u mandataire nanti d'un pouvoir régulier .  
 Le Conservateur de la Propriété foncier  
 Diop Abdoul Hamett

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

BUREAU d

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

Au Livre foncier d' .....  
 Suivant réquisition, n° 775 déposée le 06/07/1997 le Sieur Mohamed Moctar Ould Elade profession de .....demeurant à Nouakchott,et domicilié à.....  
 Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du trarza d' .....d'un immeuble urbain bâti , constant en forme rectangle d'une contenance totale de 01a 50 ca situé à arafat .....d connu sous le nom de lot n°2191-secteur 5 et borné au Nord par le lot 2190, Est par le lot 2181, Sud par le lot 2193 à l'Ouest une rue sans nom Il déclare que ledit immeuble lui appartient en un vertu d un acte administratif et n'est a sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou chargé réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir  
 Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition a la présente immatriculation , es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance de Nouakchott  
 Le Conservateur de la Propriété foncier

Diop Abdoul Hamett

**CONSERVATION DE LOA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

BUREAU d

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

Au Livre foncier d' .....  
 Suivant réquisition, n° 779 déposée le 10/08 1997 le Sieur Sdi Mohamed Ould Mimed Bali profession de .....demeurant à Nouakchott,et domicilié à Nouakchott  
 Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du trarza d' .....d'un immeuble urbain bâti , constant en forme rectangle d'une contenance totale de 06a 45 ca situé à arafat,lot C Carrefour d' ..... connu sous le nom des lots n° 62, 63, 64 de l'îlot C Carrefour et 65 et borné au Nord par la route de l'Espoir, Est par les lots 66, et 67, Sud par une rue sans nom à l'Ouest par les lots 60 et 61 Il déclare que ledit immeuble lui appartient en un vertu d'un acte administratif délivré par le Wali de Nouakchott et n'est a sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou chargé réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir  
 Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation , es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance de Nouakchott  
 Le Conservateur de la Propriété foncier

Diop Abdoul Hamett

AVIS DIVERS	BIMENSUEL Paraissant les 15 et 30 de chaque mois	ABONNEMENTS ET ACHAT AU NUMERO								
Les annonces sont reçues au service du Journal Officiel  L'administration decline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.	POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO S'adresser à la direction de l'Édition du Journal Officiel: BP 188, Nouakchott (Mauritanie) les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire compte chèque postal n° 391 Nouakchott	<table border="0"> <tr> <td>Abonnements, <i>un an</i></td> <td><i>4000 UM</i></td> </tr> <tr> <td><b>PAYS DU MAGHREB</b></td> <td><i>4000 UM</i></td> </tr> <tr> <td><i>Etrangers</i></td> <td><i>5000 UM</i></td> </tr> <tr> <td><i>Achats au numéro /</i></td> <td><i>200 UM</i></td> </tr> </table>	Abonnements, <i>un an</i>	<i>4000 UM</i>	<b>PAYS DU MAGHREB</b>	<i>4000 UM</i>	<i>Etrangers</i>	<i>5000 UM</i>	<i>Achats au numéro /</i>	<i>200 UM</i>
Abonnements, <i>un an</i>	<i>4000 UM</i>									
<b>PAYS DU MAGHREB</b>	<i>4000 UM</i>									
<i>Etrangers</i>	<i>5000 UM</i>									
<i>Achats au numéro /</i>	<i>200 UM</i>									
Edité par la Direction Générale de la Législation, de la Traduction et de l'Édition PREMIER MINISTERE										